

rait être prolongée jusqu'à dix ans. Très bien! Mais qui est responsable de la situation qui existe? Je dis que c'est le gouvernement et qu'il a l'obligation formelle de mettre au point une politique qui éliminera cette pression qui s'exerce sur les étudiants qui éprouvent de la difficulté aujourd'hui à honorer leurs engagements.

Le gouvernement continue à improviser des mesures de dernière minute pour contrecarrer des situations de crise dont les causes sont profondes, causes que lui-même a contribué à créer pour la plupart. A moins que les honorables vis-à-vis ne changent leur façon d'envisager la tâche primordiale de restaurer la confiance dans les changements de l'économie canadienne, il y a peu d'espoir pour la génération montante. Il faut faire quelque chose pour remédier à cette situation grave et mettre le gouvernement à contribution, puisque c'est lui qui en est responsable. En premier lieu, les honorables ministres du Trésor qui siègent sur les bancs d'en face doivent prendre immédiatement des mesures énergiques pour stimuler l'économie, puisque le chômage chez les jeunes n'est qu'une partie du problème de chômage généralisé qui se perpétue à l'état chronique depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. S'il est vrai que les étudiants d'aujourd'hui formeront l'élite de demain, nous devons leur donner la possibilité de gagner leurs études; nous devons leur donner des moyens productifs d'utiliser leurs talents et leurs capacités.

Le gouvernement doit aussi envisager de recourir aux stimulants fiscaux pour inciter les entreprises à employer des étudiants, et peut-être aussi des jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi auparavant. Cela pourrait se faire de plusieurs façons, mais la plus utile à mon sens consisterait à établir un programme de travail disponible en permanence. Je crois savoir qu'un comité des ministres de l'éducation envisage actuellement un programme de ce genre, et selon moi le gouvernement serait sage de s'engager dans cette voie. On pourrait peut-être envisager une semaine de travail plus courte. Si l'on veut demander aux travailleurs actuels d'aider les chômeurs chroniques, il semble raisonnable d'envisager les avantages d'une semaine ouvrable plus courte dans certains secteurs.

Nous savons tous que le grave problème des emplois d'été auquel les étudiants ont fait face plus tôt cette année continuera à leur causer des difficultés et des tribulations tant que nous n'aurons pas adopté un système permanent d'emploi de la main-d'œuvre étudiante. Il est sensé, je crois, d'envisager, parmi ce groupe, une population active semi-permanente qui ferait son apport à la société et à l'industrie tout en retirant un sentiment de responsabilité et d'émulation. Le travail est certes une activité nécessaire qui fait partie intégrante d'une vie saine et stimulante. Fournir du travail doit donc être considéré comme une priorité. Je suis sûr qu'aujourd'hui beaucoup de nos jeunes gens ne savent plus que penser des déclarations qu'a faites le premier ministre il y a environ deux ans et demi. Ils ont répondu à l'appel «venez travailler avec moi»; ils ont répondu à son invitation d'aider à l'édification d'une société juste. On leur dit aujourd'hui que la société juste n'est qu'un idéal lointain, et nous vivons aujourd'hui une époque de heurts et de confrontation. Pour une foule de jeunes Canadiens, la société juste qu'on leur avait promise n'est qu'une société

[M. Mazankowski.]

qui ne leur réserve que peu d'avenir, peu de promesses, peu de motivation et peu de perspectives. Ils ont un idéal de grandeur qui ne se réalisera probablement jamais pour eux, qui demeurera tout simplement un idéal éloigné.

Je propose donc l'amendement suivant, appuyé par mon ami de Gander-Twillingate (M. Lundrigan):

Qu'on modifie la motion en supprimant tous les mots qui suivent le mot «gouvernement» à la huitième ligne et en y substituant ce qui suit:

«n'a pas su adopter les politiques fiscales et économiques aptes à stimuler l'économie et à permettre aux jeunes de contribuer davantage à l'expansion du pays.»

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de Lotbinière (M. Fortin) de nous donner l'occasion de débattre cette question aujourd'hui.

Cette politique délibérée, qui consiste à provoquer et à encourager le chômage pour combattre l'inflation, est la plus inhumaine et la plus odieuse qu'ait adoptée ce gouvernement depuis deux ans et demi qu'il est au pouvoir. Elle a causé des dommages incommensurables à chaque individu, à l'économie et à la société canadienne tout entière. Grâce à elle, le pays compte aujourd'hui 476,000 chômeurs. C'est le taux de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés. Il n'y a pas de quoi être fier pour un gouvernement qui était censé nous initier aux nouvelles réalités politiques du XX^e siècle. En outre, cette politique n'a guère contribué à éliminer l'inflation. Nous nous apercevons que cette politique n'a eu qu'un effet négligeable et n'a pas réussi à provoquer une baisse substantielle des prix au Canada.

• (4.00 p.m.)

La politique qui consiste à créer du chômage pour lutter contre l'inflation est avant tout une farce. Le remède est pire que le mal, sans compter son inefficacité. Cette façon qu'a le gouvernement d'aborder toute question sans aucune chaleur humaine peut bien satisfaire le premier ministre (M. Trudeau), le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) et quelques autres, mais elle ne présente certainement pas le même attrait pour les quelques 500,000 Canadiens qui sont aujourd'hui sans travail, et encore moins pour leur famille.

Les répercussions d'une telle politique ne manquent pas et l'on sait bien, entre autres, que ce sont les jeunes qui font directement les frais de cette lutte contre l'inflation. On peut en voir la preuve dans les statistiques du chômage pour le mois de novembre. Elles indiquent que près de 45 p. 100 des chômeurs ont moins de 25 ans. Le nombre de jeunes sans emploi a augmenté de façon vertigineuse par rapport à l'an dernier. On comptait 148,000 chômeurs de moins de 25 ans en 1969; ce chiffre s'élevait le mois dernier à 212,000. On trouve ces jeunes partout au Canada et ce sont les premières victimes de la politique gouvernementale visant à combattre l'inflation par le chômage. En réalité, 10 p. 100 de notre jeunesse est aujourd'hui sans travail.